

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 mars 2013;

Vu l'avis 53.643/1/V du Conseil d'Etat, donné le 18 juillet 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Affaires sociales et du Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé des Risques professionnels,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 9 de l'arrêté royal du 10 décembre 1987 relatif aux allocations accordées dans le cadre de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, dans le texte français, les mots « à l'article 1^{er} » sont remplacés par les mots « à l'alinéa 1^{er} »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « , augmenté le cas échéant en raison d'une aide de tiers exigée, » sont abrogés;

3° dans l'alinéa 2, dans le texte français, le signe de ponctuation « , » est inséré entre les mots « à l'article 27bis de la loi » et les mots « et des allocations visées aux articles 2, 3, 4, 5 et 11 »;

4° l'article est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Si l'aggravation exige une aide de tiers, le montant de l'allocation visée à l'alinéa 1^{er}, est augmenté du produit obtenu en multipliant le nouveau taux d'aide de tiers par le montant correspondant établi conformément à l'article 5, § 1^{er}, 1°, diminué éventuellement du montant de la rente pour aide de tiers avant tout paiement en capital et du capital converti en rente octroyé en droit commun pour aide de tiers, majoré de l'indexation conformément à l'article 27bis de la loi, et des allocations visées aux articles 2, 3, 5 et 11. ».

Art. 2. Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 septembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme L. ONKELINX

Le Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales,
chargé des Risques professionnels,
Ph. COURARD

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 20 maart 2013;

Gelet op advies 53.643/1/V van de Raad van State, gegeven op 18 juli 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en de Staatssecretaris voor Sociale Zaken, belast met Beroepsrisico's,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 9 van het koninklijk besluit van 10 december 1987 betreffende de bijlagen verleend in het kader van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, in de Franse tekst, worden de woorden « à l'article 1^{er} » vervangen door de woorden « à l'alinéa 1^{er} »;

2° in het tweede lid, worden de woorden « , desgevallend verhoogd wegens de gevergdde hulp van een ander persoon, » opgeheven;

3° in het tweede lid, in de Franse tekst, wordt het leesteken « , » ingevoegd tussen de woorden « à l'article 27bis de la loi » en de woorden « et des allocations visées aux articles 2, 3, 4, 5 et 11 »;

4° het artikel wordt aangevuld met een lid luidende :

« Indien de verergering een hulp van een ander persoon vergt, wordt het bedrag van de bijslag bedoeld in het eerste lid verhoogd met het product bekomen door de nieuwe graad van hulp van een ander persoon te vermenigvuldigen met het overeenstemmend bedrag vastgesteld op grond van artikel 5, § 1, 1°, eventueel verminderd met het bedrag van de rente van hulp van een ander persoon vóór iedere uitbetaling in kapitaal en het in rente omgezet kapitaal toegekend in gemeen recht wegens hulp van een ander persoon, verhoogd met de indexering overeenkomstig artikel 27bis van de wet, en de bijlagen bedoeld in de artikelen 2, 3, 5 en 11. ».

Art. 2. De minister bevoegd voor Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 september 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. L. ONKELINX

De Staatssecretaris voor Sociale Zaken,
belast met Beroepsrisico's,
Ph. COURARD

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE**

[C - 2013/22480]

11 SEPTEMBRE 2013. — Arrêté royal déterminant les conditions et les modalités d'un projet visant à assurer la surveillance de santé prolongée des ex-travailleurs du bois susceptibles de développer le cancer naso-sinusien

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 108;

Vu les lois relatives à la prévention des maladies professionnelles et à la réparation des dommages résultant de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970, l'article 6, 9°, inséré par la loi du 13 juillet 2006, l'article 6bis, inséré par la loi du 22 décembre 2003 et modifié par la loi du 13 juillet 2006 et l'article 52, modifié par les lois des 1^{er} août 1985, 24 décembre 2002, 24 février 2003 et 13 juillet 2006;

Vu l'arrêté royal du 28 mai 2003 relatif à la surveillance de la santé des travailleurs, l'article 38, § 4;

Vu la proposition du Conseil scientifique institué au sein du Fonds des maladies professionnelles, faite le 11 octobre 2011;

Vu les avis du Comité de gestion du Fonds des maladies professionnelles, donnés les 9 novembre 2011 et 9 mai 2012;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID**

[C - 2013/22480]

11 SEPTEMBER 2013. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de voorwaarden en de modaliteiten van een project om het voortgezet gezondheidstoezicht uit te oefenen bij ex-houtbewerkers die sinonasale kanker kunnen ontwikkelen

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108;

Gelet op de wetten betreffende de preventie van beroepsziekten en de vergoeding van de schade die uit die ziekten voortvloeit, gecoördineerd op 3 juni 1970, artikel 6, 9°, ingevoegd bij de wet van 13 juli 2006, artikel 6bis, ingevoegd bij de wet van 22 december 2003 en gewijzigd bij de wet van 13 juli 2006 en artikel 52, gewijzigd bij de wetten van 1 augustus 1985, 24 december 2002, 24 februari 2003 en 13 juli 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 mei 2003 betreffende het gezondheidstoezicht op de werknemers, artikel 38, § 4;

Gelet op het voorstel van de Wetenschappelijke Raad bij het Fonds voor de beroepsziekten, gedaan op 11 oktober 2011;

Gelet op de adviezen van het Beheerscomité van het Fonds voor de beroepsziekten, gegeven op 9 november 2011 en 9 mei 2012;

Vu la dispense de l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence sur le développement durable, visée à l'article 2, 9°, de l'arrêté royal du 20 septembre 2012 portant exécution de l'article 19/1, § 1^{er}, deuxième alinéa, du chapitre V/1 de la loi du 5 mai 1997 relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 avril 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 mai 2013;

Vu l'avis 53.563/1 du Conseil d'Etat, donné le 17 juillet 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Affaires sociales et du Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, chargé des Risques professionnels,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le projet dont les conditions et modalités sont définies par le présent arrêté a pour but d'assurer la surveillance de santé prolongée des personnes qui ont été exposées au risque professionnel de développer un cancer naso-sinusien provoqué par les poussières de bois.

Art. 2. Le Comité de gestion du Fonds des maladies professionnelles (ci-après : FMP) peut mettre en place le projet dans le respect des conditions et modalités fixées par le présent arrêté.

Art. 3. Pour pouvoir participer au projet, la personne doit remplir les conditions suivantes :

1° être âgée d'au moins 55 ans;

2° avoir été exposée au risque professionnel de développer un cancer naso-sinusien provoqué par une durée totale d'exposition aux poussières de bois équivalente à au moins 20 années complètes;

3° ne plus exercer d'activité professionnelle ou exercer une activité professionnelle qui n'expose plus au risque de développer un cancer naso-sinusien provoqué par les poussières de bois.

Art. 4. § 1^{er}. Lorsque le conseiller en prévention-médecin du travail constate que le travailleur répond aux conditions visées à l'article 3, 1° et 2° du présent arrêté, il établit une déclaration d'exposition au moyen d'un formulaire dont le modèle est approuvé par le Comité de gestion du FMP.

Il adresse ce formulaire au FMP par voie électronique ou par poste.

§ 2. Le conseiller en prévention-médecin du travail informe le travailleur du type, des modalités et des conditions d'intervention du FMP ainsi que des différents symptômes suite à l'apparition desquels la réalisation d'un examen de dépistage est conseillé.

Art. 5. La personne qui démontre être dans les conditions prévues à l'article 3 du présent arrêté peut introduire une demande de participation au programme de surveillance de santé prolongée au moyen d'un formulaire dont le modèle est approuvé par le Comité de gestion du FMP.

Elle adresse ce formulaire au FMP par voie électronique ou par poste.

Le FMP adresse à la personne qui répond aux conditions de l'article 3 un courrier l'invitant à se soumettre à un examen de dépistage du cancer naso-sinusien auprès d'un spécialiste oto-rhino-laryngologue (ci-après ORL) de son choix lorsqu'elle constate l'apparition d'un ou plusieurs symptômes.

Art. 6. Lorsque le FMP est informé de l'admission à la pension de retraite d'une personne qui répond aux conditions de l'article 3, il adresse à la personne un courrier l'invitant à se soumettre à un examen de dépistage du cancer naso-sinusien auprès d'un ORL de son choix lorsqu'elle constate l'apparition d'un ou plusieurs symptômes.

Art. 7. Les personnes visées aux articles 5 et 6 qui constatent, après un premier examen de dépistage négatif, l'apparition d'un ou plusieurs symptômes, peuvent se soumettre à un nouvel examen de dépistage, auprès de l'ORL de leur choix.

Gelet op de vrijstelling van voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzakelijkheid van de uitvoering van een effectbeoordeling inzake duurzame ontwikkeling, bedoeld in artikel 2, 9°, van het koninklijk besluit van 20 september 2012 houdende uitvoering van artikel 19/1, § 1, tweede lid van hoofdstuk V/1 van de wet van 5 mei 1997 betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 april 2013;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, d.d. 17 mei 2013;

Gelet op advies 53.563/1 van de Raad van State, gegeven op 17 juli 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en de Staatssecretaris voor Sociale Zaken, belast met Beroepsrisico's,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het project waarvan de voorwaarden en modaliteiten door dit besluit worden gedefinieerd, heeft als doel het voortgezet gezondheidstoezicht uit te oefenen bij personen die blootgesteld zijn geweest aan het beroepsrisico om sinonasale kanker veroorzaakt door houtstof te ontwikkelen.

Art. 2. Het Beheerscomité van het Fonds voor de beroepsziekten (hierna : FBZ) kan het project opzetten met inachtnaam van de in dit besluit vastgestelde voorwaarden en nadere regels.

Art. 3. Om in aanmerking te komen voor de deelname aan het project, moet de persoon de volgende voorwaarden vervullen :

1° minstens 55 jaar oud zijn;

2° blootgesteld geweest zijn aan het beroepsrisico om sinonasale kanker te ontwikkelen veroorzaakt door een blootstelling aan houtstof gedurende een totale periode die gelijk is aan minstens 20 volledige jaren;

3° geen beroepsactiviteit meer uitoefenen of een beroepsactiviteit uitoefenen die niet meer blootstelt aan het risico om sinonasale kanker veroorzaakt door houtstof te ontwikkelen.

Art. 4. § 1. Als de preventieadviseur-arbeidsgeneesheer vaststelt dat de werknemer beantwoordt aan de voorwaarden bedoeld in artikel 3, 1° en 2° van dit besluit, stelt hij een verklaring van blootstelling op door middel van een formulier waarvan het model door het Beheerscomité van het FBZ is goedgekeurd.

Hij stuurt dit formulier naar het FBZ via elektronische weg of per post.

§ 2. De preventieadviseur-arbeidsgeneesheer informeert de werknemer over het type, de interventiemodaliteiten en -voorwaarden van het FBZ en over de verschillende symptomen ten gevolge waarvan de uitvoering van een opsporingsonderzoek wordt aanbevolen.

Art. 5. De persoon die aantoonbaar binnen de voorwaarden bepaald in artikel 3 van dit besluit te zijn, kan een aanvraag indienen om deel te nemen aan het programma van voortgezet gezondheidstoezicht door middel van een formulier waarvan het model door het Beheerscomité van het FBZ is goedgekeurd.

Hij stuurt dit formulier naar het FBZ via elektronische weg of per post.

Het FBZ stuurt een brief aan de persoon, die voldoet aan de voorwaarden van artikel 3, om hem uit te nodigen zich te laten onderzoeken door een neus-, keel- en oorspecialist (hierna NKO) naar keuze wanneer hij één of meer symptomen vaststelt.

Art. 6. Wanneer het FBZ ingelicht wordt over de toelating tot het rustpensioen van een persoon die voldoet aan de voorwaarden van artikel 3, stuurt hij een brief aan de persoon om hem uit te nodigen een opsporingsonderzoek voor sinonasale kanker te laten uitvoeren bij een NKO van zijn keuze wanneer hij één of meer symptomen vaststelt.

Art. 7. De personen bedoeld in artikelen 5 of 6, die na een eerste negatief opsporingsonderzoek, een of meer symptomen vaststellen, kunnen een nieuw opsporingsonderzoek laten uitvoeren bij een NKO van hun keuze.

Art. 8. L'ORL consulté adresse directement au FMP une copie du protocole de l'examen pratiqué, dont le modèle est approuvé par le Comité de gestion du FMP, ainsi que son état d'honoraires.

Art. 9. Le FMP prend en charge les honoraires de l'ORL et les frais se rapportant aux examens de dépistage, y compris la rédaction du protocole, à concurrence d'un montant forfaitaire de 60 euros ou 100 euros si une biopsie est pratiquée. Cette intervention est limitée à 2 remboursements par an et par personne. Ces montants sont liés à l'indice pivot 103,14 (base 1996 = 100) et évoluent conformément aux dispositions de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants.

Art. 10. La réception d'un protocole de l'examen pratiqué dont les résultats sont positifs constitue une demande de reconnaissance de maladie professionnelle recevable comme visé à l'article 2 de l'arrêté royal du 26 septembre 1996 déterminant la manière dont sont introduites et instruites par le Fonds des maladies professionnelles les demandes de réparation et de révision des indemnités acquises.

Art. 11. Le projet a une durée de 5 ans renouvelable une fois pour un terme identique par le Comité de gestion du FMP.

Art. 12. Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 septembre 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme L. ONKELINX

Le Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales,
chargé des Risques professionnels,
Ph. COURARD

Art. 8. De geraadpleegde NKO stuurt rechtstreeks aan het FBZ een kopie van het protocol van het uitgevoerde onderzoek, waarvan het model door het Beheerscomité van het FBZ is goedgekeurd, alsook zijn honorariumstaat.

Art. 9. Het FBZ neemt de honoraria van de NKO en de kosten van de opsporingsonderzoeken, alsook het opstellen van het protocol ten laste voor een forfaitair bedrag van 60 euro of 100 euro als een biopsie wordt uitgevoerd. Deze tussenkomst is beperkt tot 2 terugbetalingen per jaar en per persoon. Deze bedragen worden gekoppeld aan het spilindexcijfer 103,14 (basis 1996 = 100) en worden aangepast overeenkomstig de bepalingen van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld.

Art. 10. De ontvangst van een protocol van het uitgevoerde onderzoek waarvan de resultaten positief zijn, wordt beschouwd als een ontvankelijke aanvraag tot erkenning van beroepsziekte zoals bepaald in artikel 2 van het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot vaststelling van de wijze waarop de aanvragen om schadeloosstelling en om herziening van reeds toegekende vergoedingen bij het Fonds voor de beroepsziekten worden ingediend en onderzocht.

Art. 11. Het project heeft een duur van 5 jaar en is een keer hernieuwbaar voor een zelfde termijn door het Beheerscomité van het FBZ.

Art. 12. De minister bevoegd voor Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 september 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. L. ONKELINX

De Staatssecretaris voor Sociale Zaken,
belast met Beroepsrisico's,
Ph. COURARD

**SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT**

[C - 2013/24320]

30 AOUT 2013. — Arrêté royal octroyant un subside à l'Institut scientifique de Santé publique pour la surveillance de la maladie de Creutzfeldt-Jakob, rougeole/rubéole et poliomyélite

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi de 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, les articles 121 à 124;

Vu la loi du 4 mars 2013 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2013, l'article 2.25.3;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, les articles 14 et 22;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 juin 2013;

Considérant que la Belgique s'est engagée à collaborer à la réalisation de l'objectif de l'Organisation mondiale de la Santé visant à faire en sorte que la Région européenne de l'Organisation mondiale de la Santé reste exempte de poliomyélite, de rougeole et de la rubéole;

Considérant la décision n° 2119/98/CE du Parlement européen et du Conseil, du 24 septembre 1998, instaurant un réseau de surveillance épidémiologique et de contrôle des maladies transmissibles dans la Communauté;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU**

[C - 2013/24320]

30 AUGUSTUS 2013. — Koninklijk besluit tot toekenning van een toelage aan het Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid voor de surveillance van de ziekte van Creutzfeldt-Jakob, mazelen/rubella en polio

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 22 mei 2003 betreffende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale staat, artikelen 121 tot 124;

Gelet op de wet van 4 maart 2013 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2013, artikel 2.25.3;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, artikelen 14 en 22;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 juni 2013;

Overwegende de verbintenis van België om mee te werken aan de doelstelling van de Wereldgezondheidsorganisatie om de Europese Regio van de Wereldgezondheidsorganisatie vrij van polio, mazelen en rubella te houden;

Overwegende de beschikking n° 2119/98/EG van het Europese Parlement en de Raad van 24 september 1998 tot oprichting van een netwerk voor epidemiologische surveillance en beheersing van overdraagbare ziekten in de Europese Gemeenschap;